

Séance du 29 septembre 2020

RESULTAT DU VOTE
Nombre de votants :23
Voix favorables :23
Voix défavorables :0



DELIBERATION
N° CFVU-2020-28-FOA-028

relative au régime des études et contrôle des connaissances et compétences du

Master première année
Domaine Droit, Economie, Gestion
Mention droit des affaires
Parcours droit des affaires FOAD
Pour l'année universitaire 2020/2021

- Vu le code de l'éducation, et notamment :
 - les articles L613-3 à L613-6 relatifs à la validation des acquis de l'expérience pour la délivrance des diplômes,
 - son article L.712-6-1 relatif aux compétences de la CFVU,
 - les articles D123-12 à D123-14 relatifs à la construction de l'Espace européen de l'enseignement supérieur,
 - les articles D613-1 à D613-13 relatifs aux grades, titres et diplômes,
 - les articles D613-17 à D613-25 relatifs aux diplômes en partenariat international,
 - les articles D613-26 à D613-30 relatifs aux étudiants handicapés,
 - les articles R613-32 à R613-37 relatifs à la validation des études supérieures antérieures et validation des acquis de l'expérience,
 - les articles D613-38 à D613-50 relatifs à la validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels pour l'accès aux différents niveaux de l'enseignement supérieur,
- Vu l'arrêté du 22 janvier 2014 modifié par l'arrêté du 30 juillet 2018 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master,
- Vu l'arrêté du 6 juillet 2017 fixant la liste des compatibilités des mentions du diplôme national de licence avec les mentions du diplôme national de master
- Vu l'arrêté d'accréditation du 23 mai 2016 autorisant l'Université à délivrer le diplôme de Licence Droit, Économie, Gestion, mention droit de l'immobilier
- Délibération, du CA du 17 décembre 2019 portant avis relatif aux capacités d'accueil, et aux modalités d'admission, en première ou deuxième année de certaines mentions de Master (masters sélectifs)
- Vu la décision du CA du 23 novembre 2004 relative au statut de l'élève étudiant,
- Vu la charte des examens en vigueur,
- Vu les avis du conseil de la faculté de droit et science politique en date du 25 février 2020.

La commission de la formation et de la vie universitaire, après en avoir délibéré, décide :

Les règles relatives au régime des études et contrôle des connaissances et compétences de du Master 1ère année domaine Droit, Economie, Gestion, mention droit des affaires parcours type droit des affaires FOAD sont fixées comme suit,

TITRE I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1 Objectifs de la formation

1-1 Le Master Droit, Économie, Gestion, mention droit des affaires, parcours type droit des affaires FOAD, est une formation universitaire permettant aux étudiants d'acquérir des connaissances juridiques qui leurs permettront d'avoir une vision du monde des affaires et de répondre aux problèmes liées aux entreprises.

ARTICLE 2 Conditions d'accès

2-1 Dans le cadre des seuils et modalités définies par les conseils de l'université, l'admission en première année de ce Master dépend des capacités d'accueil et est subordonnée au succès à un concours ou à l'examen d'un dossier. L'admission est prononcée par la Présidente de l'université sur proposition de la commission d'admission selon les modalités définies par la délibération du conseil d'administration du 17/12/2019 relative aux capacités d'accueil et aux modalités d'admission en Master.

Ont vocation à être candidater dans cette formation : les étudiants ayant obtenu un des diplômes de licence, compatible avec la mention droit des affaires tel que défini dans l'arrêté du 6 juillet 2017 fixant la liste des compatibilités des mentions du diplôme national de licence avec les mentions du diplôme national de master, ainsi que les personnes non titulaires du diplôme de licence en vue d'obtenir un accès par validation partielle des acquis de l'expérience, validation des études supérieures accomplies en France ou à l'étranger, validation des études, des expériences professionnelles ou des acquis personnels dans le domaine.

ARTICLE 3 Redoublement

3.1-Le redoublement est soumis à la décision du jury de diplôme.
La présidente autorise les redoublements sur avis du jury de diplôme.

TITRE II - ENSEIGNEMENTS

ARTICLE 4 Organisation de la formation

4-1 Le Master 1ère année Droit, Économie, Gestion, mention droit des affaires, parcours type droit des affaires FOAD, est organisé sur deux semestres.
Chaque semestre du Master est organisé en 9 Unités d'Enseignement. Chaque semestre totalise 30 crédits européens (ECTS).
Les modalités de contrôle des connaissances sont explicitées en annexe du présent document.

4-2 Un apprenant peut s'inscrire à la formation complète ou établir un rythme de progression individualisé qui ne peut dépasser une durée de deux années universitaires consécutives en s'inscrivant :

	Année 1	Année 2
Semestre 1	UE 1, 3, 4, 5 et 9	UE 2, 6, 7 et 8
Semestre 2	UE 10, 13, 15 et 18	UE 11, 12, 14, 16 et 17

L'apprenant qui n'aura pas suivi la deuxième année dans la continuité de la première pourra terminer sa formation en gardant le bénéfice des unités d'enseignements

précédemment acquises. Il devra toutefois suivre la procédure de candidatures en vigueur au moment de sa demande de réinscription.

4.3- - L'individualisation du parcours prévue au 4.2 est limitée au choix de l'ordre des blocs. En cas de changement des maquettes d'enseignements, c'est le régime des études et du contrôle des connaissances de l'année universitaire 2021/2022 qui s'appliquera.

4.4 - Modification du rythme de la formation

Le choix de suivre la formation sur un ou deux ans ne pourra être modifié au-delà d'un mois après l'ouverture des cours.

Toute note obtenue dans une matière non menée à son terme sera perdue.

5-5 La langue des enseignements est le français.

4.6 -Les enseignements et les épreuves contrôle continu sont dispensés intégralement à distance sur une plateforme d'enseignement.

ARTICLE 5 Stage

5-1 S'il le souhaite, l'apprenant peut effectuer un stage d'une durée minimale de 8 semaines dans le courant de l'année universitaire. Ce stage a pour finalité de favoriser son insertion professionnelle en lui permettant d'acquérir et de valoriser des compétences.

TITRE III - MODALITÉS DE CONTRÔLE DES CONNAISSANCES

ARTICLE 6 Organisation des examens

6-1 Il existe une session unique d'examen dont les dates sont arrêtées en début d'année par l'établissement. Aucun examen ne peut avoir lieu en dehors des dates définies pour l'organisation de ces sessions.

6.2 – Les examens seront organisés en présentiel ou en distanciel.

La modalité retenue sera communiquée au plus tard 1 mois avant la tenue des épreuves.

ARTICLE 7 Modalités d'organisation de la session d'examen

7-1 Les aptitudes et l'acquisition des connaissances sont évaluées :

- ▶ par un examen terminal et un contrôle continu pour les matières écrites
- ▶ par une épreuve orale à la fin de chaque semestre pour les autres matières

7-2 Contrôle continu :

Le contrôle continu s'effectue sous la forme de devoirs en ligne.

La note attribuée dans le cadre du contrôle continu résulte notamment d'une ou plusieurs épreuves pouvant être réalisées sous forme d'écrits, d'oraux, de projets ou de travaux de groupe.

Les notes de travaux dirigés sont attribuées sous la responsabilité de l'enseignant titulaire du cours magistral.

L'enseignement des langues est évalué en contrôle continu uniquement (UE 1, 2, 10 et 11).

7-3 Examen terminal :

L'examen de chaque semestre comporte :

- Pour les unités d'enseignement 3, 6, 13 et 17 : une épreuve écrite de 3 heures, organisée en fin de semestre,
- Pour les autres unités d'enseignement sauf enseignement des langues : une épreuve orale en fin de semestre. Les apprenants ayant participé aux sujets forum peuvent se voir attribuer jusqu'à 2 points sur 20 supplémentaires sur la note d'examen terminal, à la libre appréciation du l'examineur.

Toute absence injustifiée à l'examen terminal est sanctionnée par la note 0/20.

Les justificatifs d'absence à une épreuve terminale doivent parvenir à la scolarité dans les 10 jours calendaires qui suivent la fin de la session d'examen.

7-4 Motif impérieux et légitime

L'étudiant qui, du fait d'un motif impérieux et légitime dûment justifié, n'a pu se présenter à la session unique du semestre, peut être autorisé à composer à une session de remplacement, à condition d'avoir déposé une demande, accompagnée des éléments de nature à justifier son absence, au plus tard 10 jours calendaires après la fin des épreuves de la session unique.

La présidente autorise l'étudiant à se présenter à la session de remplacement sur avis d'une commission dont elle arrête la composition.

ARTICLE 8 Chartre des examens

8.1 Tout étudiant a la responsabilité de prendre connaissance et de respecter la Chartre des examens en vigueur dans l'établissement.

ARTICLE 9 Bonifications

9.1-Les modalités de valorisation des bonifications et la liste les enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont en annexe du présent arrêté.

TITRE IV - VALIDATION ET ADMISSION

ARTICLE 10 Condition de validation des unités et des semestres

10.1 - Les unités d'enseignement sont validées isolément ou par compensation.

► Isolément :

Une unité est définitivement acquise et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne.

► Par compensation :

Le semestre est validé sur la base de la moyenne générale des notes obtenues à l'ensemble des unités qui le composent plus le cas échéant des bonifications dues aux matières facultatives, dans ce cas les unités où le candidat n'a pas obtenu la moyenne sont validées par compensation et les ECTS correspondant à l'unité sont acquis.

10.2 - Les semestres sont validées isolément ou par compensation

► Isolément :

Un semestre est définitivement acquise et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne (10/20).

► Par compensation :

Les semestres sont validés sur la base de la moyenne générale des notes obtenues à l'ensemble des unités qui composent l'année plus le cas échéant des bonifications dues

aux matières facultatives, le semestre où le candidat n'a pas obtenu la moyenne est validé par compensation et les ECTS correspondant à l'unité sont acquis.

Pour les matières non validées, l'étudiant ne conserve pas le bénéfice des notes obtenues aux épreuves si la matière prévoit un ensemble CM+TD

ARTICLE 11 Conditions d'attribution d'une mention

11.1 - La validation donne droit pour chacun des semestres à l'une des mentions suivantes :

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,999
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,999
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,999
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

ARTICLE 12 Délivrance du diplôme de maîtrise

12.1 - Dans la mesure où les deux semestres ont été validés, l'obtention du diplôme de maîtrise donne lieu aux mentions suivantes :

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,999
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,999
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,999
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

Corinne MASCALA



La Présidente de la commission de la formation et de la vie universitaire

PJ : annexe

DELIBERATION
N° CFVU-2020-28-FOA-014

ANNEXE 1

Master 1 mention droit des Affaires parcours-type droit des Affaires FOAD - année universitaire 2020-2021

Semestre 1

Compétences	UE	Enseignements	Statut	Ects	Heures de cours	Modalités d'évaluation	Points CM	Points TD	Total Points Enseignement
Compétences transversales									
Communication spécialisée pour le transfert des connaissances	UE1	Anglais 1	Obligatoire	1	10h	Contrôle continu (TD)	20		20
	UE2	Anglais 2	Obligatoire	1	10h	Contrôle continu (TD)	20		20
Compétences Disciplinaires									
Assurer la sécurisation des actes juridiques de l'entreprise (contrats d'affaires, prévention du risque juridique...)	UE 3	Instrument de paiement et de crédits / Financement de l'entreprise	Obligatoire	7	37h30	Examen terminal – Ecrit (CM) Contrôle continu (TD)	100	40	140
	UE4	Droit civil : Droit des sûretés et garanties de crédit	Obligatoire	3	37h30	Examen terminal - Oral	60		60
	UE5	Droit du commerce international	Obligatoire	2	30h	Examen terminal - Oral	40		40
	UE6	Droit fiscal de l'entreprise et enregistrement	Obligatoire	7	37h30	Examen terminal – Ecrit (CM) Contrôle continu (TD)	100	40	140
Assurer la gestion juridique de la vie de l'entreprise et de ses pratiques	UE7	Assurance et systèmes d'indemnisation	Obligatoire	3	37h30	Examen terminal - Oral	60		60
	UE8	Droit pénal des affaires	Obligatoire	3	37h30	Examen terminal - Oral	60		60
Gérer les contentieux et arbitrages (en collaboration ou non avec des cabinets d'avocats)	UE9	Droit international privé	Obligatoire	3	37h30	Examen terminal - Oral	60		60
				30	275h		520	80	600

DELIBERATION
N° CFVU-2020-28-FOA-014

ANNEXE 1

Master 1 mention droit des Affaires parcours-type droit des Affaires FOAD - année universitaire 2020-2021
Semestre

Compétences	UE	Enseignements	Statut	Ects	Heures de cours	Modalités d'évaluation	Points CM	Points TD	Total Points Enseignement
Compétences transversales									
Communication spécialisée pour le transfert des connaissances	UE10	Anglais 1	Obligatoire	1	10h	Contrôle continu (TD)	20		20
	UE11	Anglais 2	Obligatoire	1	10h	Contrôle continu (TD)	20		20
Développement et intégration de savoirs hautement spécialisés	UE12	Droit de la propriété intellectuelle	Obligatoire	2	18h	Examen terminal - Oral	40		40
Compétences Disciplinaires									
Assurer la sécurisation des actes juridiques de l'entreprise (contrats d'affaires, prévention du risque juridique...)	UE13	Droit des entreprises en difficultés	Obligatoire	7	37h30	Examen terminal – Ecrit (CM) Contrôle continu (TD)	100	40	140
	UE14	Banque et marchés financiers	Obligatoire	3	37h30	Examen terminal - Oral	60		60
Assurer la gestion juridique de la vie de l'entreprise et de ses pratiques	UE15	Transmission des entreprises	Obligatoire	3	30h	Examen terminal - Oral	60		60
	UE16	Contentieux fiscal	Obligatoire	3	37h30	Examen terminal – Oral	60		60
Gérer les contentieux et arbitrages (en collaboration ou non avec des cabinets d'avocats)	UE17	Droit civil les contrats d'affaires	Obligatoire	7	37h30	Examen terminal – Ecrit (CM) Contrôle continu (TD)	100	40	140
	UE18	Droit de la concurrence	Obligatoire	3	37h30	Examen terminal - Oral	60		60
				30	255,5h		520	80	600

COMPETENCES DU MASTER DROIT DES AFFAIRES FOAD

Semestre 1 & Semestre 2

TYPE COMPETENCES	BLOCS DE COMPETENCES	COMPETENCES ASSOCIEES	UE ASSOCIEES	ENSEIGNEMENTS ASSOCIES
TRANSVERSALES	Usage avancés et spécialisés des outils numériques	Se servir de manière autonome des outils numériques		Utilisation de la plateforme
	Communication spécialisée pour le transfert des connaissances	Communiquer à des fins de formation ou de transfert des connaissances en langue étrangère	UE1, UE2, UE10 et UE 11	LV1 Anglais
	Développement et intégration de savoirs hautement spécialisés	Mobiliser et intégrer des nouveaux savoirs pour résoudre des problématiques Développer une conscience critique Conduire une analyse réflexive	UE12	Droit de la propriété intellectuelle
DISCIPLINAIRES	Assurer la sécurisation des actes juridiques de l'entreprise (contrats d'affaires, prévention du risque juridique...)	Garantir la bonne exécution des actes commerciaux de l'entreprise Analyser les droits et obligations de l'entreprise dans ses relations contractuelles Gérer la relation contractuelle avec les débiteurs et créanciers de l'entreprise Structurer le cadre juridique encadrant la relation client Apporter en interne une sécurité juridique aux pratiques commerciales de l'entreprise Rédaction de modèle de contrat, Informier/répondre aux questions des équipes sur le contexte juridique de leur périmètre de travail, Protéger et valoriser le savoir-faire ainsi que les actifs de propriété intellectuelle (marques, brevets, logiciels, bases de données, ICP, AOP...)	UE3	Instrument de paiement et de crédits / Financement de l'entreprise
			UE4	Droit civil : Droit des sûretés et garanties de crédit
			UE5	Droit du commerce international
			UE6	Droit fiscal de l'entreprise et enregistrement
			UE13	Droit des entreprises en difficultés
			UE14	Banque et marchés financiers
	Assurer la gestion juridique de la vie de l'entreprise et de ses pratiques	Contrôler l'élaboration des documents relatifs à la vie sociétair (PV d'AG...) et aux obligations légales de l'entreprise (déclaration CNIL, DAE...) Superviser l'organisation des événements relatifs à la vie sociétair (AG...) Etablir un diagnostic et fournir des préconisations sur les évolutions contextuelles pouvant impacter la vie et les pratiques de l'entreprise. (peut-être à lier avec la veille) Rédiger (contrôler la mise en place) des procédures internes tenant compte des contraintes et des pratiques de l'entreprise Informier/répondre aux questions des équipes sur le contexte juridique de leur périmètre de travail	UE7	Assurance et système d'indemnisation
			UE8	Droit pénal des affaires
			UE15	Transmission des entreprises
			UE16	Contentieux fiscal
	Gérer les contentieux et arbitrages (en collaboration ou non avec des cabinets d'avocats)	Optimiser les réponses aux réclamations/litiges potentiels Construire des modèles de prévention/résolution des litiges intégrant les différentes parties. Instruire les dossiers de contentieux dans le respect des procédures liées au domaine d'activité. Définir une stratégie contentieuse Anticiper et traiter les difficultés des entreprises Favoriser la culture entrepreneuriale et le rebond	UE9	Droit international privé
			UE17	Droit civil les contrats d'affaires
			UE18	Droit de la concurrence



**DELIBERATION
N° CFVU-2020-28-FOA-014
ANNEXE2**

Master 1 mention droit des Affaires parcours-type droit des Affaires FOAD - année universitaire 2020-2021

BONIFICATIONS

Les enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont listés ci-dessous :
Pour chaque semestre, un maximum de 2 bonifications dont bénéficie l'étudiant est plafonné à 2 x 2% du total des points du semestre.
Les notes obtenues dans chacun des enseignements participant à la bonification sont notées sur 20. Seuls les points supérieurs à 10 de chacune des notes sont pris en compte et cumulés, sans que la note finale de bonification puisse excéder 20/20.

Les modalités d'évaluation des enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont communiquées par le service ou par l'enseignant en charge de leur organisation, un mois au plus tard après le début des activités.

La bonification est valable au titre de l'année universitaire en cours

Chaque composante pédagogique propose une liste de bonification spécifique
Liste des enseignements donnant droit à bonification :

Engagement citoyen

Valorisation semestre 2

Conformément aux textes en vigueur :

La Loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté ;

- Décret n° 2017-962 du 10 mai 2017 relatif à la reconnaissance de l'engagement des étudiants dans la vie associative, sociale ou professionnelle ;

- Circulaire du 5 octobre 2017 relative à la reconnaissance de l'engagement des étudiants dans les établissements d'enseignement supérieur sous tutelle directe du ministère en charge de l'enseignement supérieur.

Les engagements reconnus et pouvant donner droit à bonification sont les suivants :

- une activité militaire dans la réserve opérationnelle,
- un engagement de volontariat chez les sapeurs-pompiers,
- un engagement de volontariat dans les Armées. L'engagement doit durer au minimum 6 mois entre les mois de septembre à mars de l'année universitaire pour laquelle l'étudiant souhaite prétendre à la bonification.

La bonification est prise en compte pour le calcul de la moyenne générale du semestre pair de l'année en cours et ne peut être octroyée que trois fois au cours du cursus de l'étudiant (une fois en licence, une fois en maîtrise, une fois en master).